

PLAN DE LUTTE CONTRE LA VIOLENCE ET L'INTIMIDATION 2023-2024



Pour une école bienveillante, inclusive et sécuritaire



Centre
de services scolaire
des Sommets

Québec



Introduction

Afin de préciser les devoirs et les responsabilités des écoles et de tous les acteurs scolaires concernés par des situations de violence et d'intimidation, le gouvernement du Québec a adopté, en juin 2012, la **Loi visant à prévenir et à combattre l'intimidation et la violence à l'école**. Celle-ci demande à chaque école d'élaborer un **Plan de lutte** dont l'objectif est de **prévenir** et de **contrer** toute forme d'intimidation et de violence et plus précisément, à faire de l'école un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire, de manière à ce que tout élève qui la fréquente puisse y développer son plein potentiel, à l'abri de toute forme d'intimidation ou de violence (LIP, 2012).

Le plan de lutte doit notamment prévoir des **mesures de prévention** visant à contrer toute forme d'intimidation et de violence, des mesures visant à favoriser la **collaboration des parents** à la lutte contre l'intimidation et la violence et à l'établissement d'un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire, **préciser les actions** qui doivent être prises lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est constaté ainsi que les **mesures de soutien ou d'encadrement** alors offertes, déterminer les **sanctions disciplinaires** applicables dans un tel cas et **spécifier le suivi** qui doit être donné à tout signalement et à toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence (LIP, 2012).

De plus, la LIP prévoit que :

- Le conseil d'établissement **adopte** le plan de lutte contre l'intimidation et la violence et son actualisation proposés par le directeur de l'école (art. 75.1) ;
- Soit distribué aux parents un **document clair et accessible expliquant le plan de lutte. Ce document doit faire état de la possibilité d'effectuer un signalement ou de formuler une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel au protecteur régionale de l'élève et de la possibilité pour une personne insatisfaite du suivi donné à une plainte faite auprès de l'établissement de se prévaloir de la procédure de traitement des plaintes prévues à la Loi sur le protecteur national de l'élève.** (art. 75.1) ;
- Le conseil d'établissement veille à ce que le plan de lutte contre l'intimidation et la violence soit **révisé annuellement** et, le cas échéant, actualisé. **Le directeur de l'école transmet une copie du plan de lutte et de son actualisation au protecteur national de l'élève.** (art. 75.1) ;
- Le conseil d'établissement procède annuellement à l'**évaluation** des résultats de l'école au regard de la lutte contre l'intimidation et la violence. Un document faisant état de cette évaluation est distribué aux parents, aux membres du personnel de l'école et au protecteur **régional** de l'élève **chargé de la reddition de comptes affecté à la région où se situe l'école.** (art. 83.1) ;
- Soit distribué aux parents, aux membres du personnel de l'école et au protecteur **régional** de l'élève **chargé de la reddition de comptes affecté à la région où se situe l'école un document faisant état de cette évaluation** (art. 83.1).

Conflit, intimidation ou violence ?

Conflit*	Intimidation*	Violence*
Le conflit est caractérisé par un rapport égalitaire et non une prise de pouvoir. Il est une confrontation, un désaccord entre deux ou plusieurs personnes qui ne partagent pas le même point de vue, les mêmes valeurs ou les mêmes intérêts. Il n'y a aucune victime même si les personnes peuvent se sentir perdantes. Il se règle par la négociation ou la médiation.	Tout comportement, parole, acte ou geste délibéré ou non à CARACTÈRE RÉPÉTITIF , exprimé directement ou indirectement, y compris dans le cyberespace, dans un contexte caractérisé par l' inégalité des rapports de force entre les personnes concernées, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse et de léser, blesser, opprimer ou ostraciser.	Toute MANIFESTATION DE FORCE , de forme verbale, écrite, physique, psychologique ou sexuelle, exercée intentionnellement contre une personne, ayant pour effet d'engendrer des sentiments de détresse, de la léser, de la blesser ou de l'opprimer en s'attaquant à son intégrité ou à son bien-être psychologique ou physique, à ses droits ou à ses biens.

*Note : Ces définitions sont inscrites dans la **Loi sur l'instruction publique** et servent de référence pour toutes les écoles du Québec

INFORMATIONS GÉNÉRALES

CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉCOLE

Nom de l'école : École Notre-Dame-de-l'Assomption

Nom de la direction : Frédérick Audet

Niveau d'enseignement : Préscolaire Primaire Secondaire FP / FGA **Nombre d'élèves** : 110 (22 au préscolaire, 88 au primaire)

Autres caractéristiques : Cliquez ici pour entrer du texte.

Valeurs identifiées dans le projet éducatif :

La bienveillance se traduit par les attitudes des personnes qui démontrent de l'empathie, de la compassion et le souci du bien-être des autres.

La collaboration se traduit par le processus par lequel deux ou plusieurs personnes ou organisations s'associent, créent un partenariat pour réaliser un travail suivant des objectifs communs.

Le dépassement de soi se traduit en mettant en œuvre des forces mentales permettant de surmonter ses propres limites, d'origines physiques, culturelles ou éducationnelles.

Objectif(s) du projet éducatif en lien avec le plan de lutte : Réduire le nombre de comportements violents ou inadéquats.

INFORMATIONS SUR LE COMITÉ

Membres du comité (art. 96.12) :

- Frédérick Audet, direction d'école
- Jeanne Poirier, enseignante
- Meghan Lavallée-Mercier, psychoéducatrice

Nom de la personne chargée de coordonner les travaux du comité (art. 96.12) : Frédérick Audet, direction

Nom de l'intervenant-pivot de l'école : Meghan Lavallée-Mercier, psychoéducatrice

Mandats du comité :

- Analyser les résultats obtenus au sondage sur la violence.
- Rédiger le PLIV.
- Assurer la mise en œuvre des moyens identifiés au PLIV.
- Évaluer l'atteinte des objectifs et les résultats obtenus selon les délais prévus.

Dates des rencontres du comité :

2023-03-15 - Revalidation PLVI et analyse des résultats

2023-05-03 - Suivi mise en oeuvre

LES 9 COMPOSANTES DU PLAN DE LUTTE *(art. 75.1)*

1. ANALYSE DE LA SITUATION (PORTRAIT)

Le plan de lutte doit inclure une analyse de la situation de l'école au regard des actes d'intimidation et de violence *(art. 75.1.1)*.

Outil(s) utilisé(s) pour réaliser le portrait :

1. Sondage : Bien-être à l'école du CSSDS.
2. Données entrées dans l'outil « Baromètre » par les différents intervenants de l'école.

Constats dégagés lors de l'analyse de la situation (forces, vulnérabilités, sentiment de sécurité, sentiment d'appartenance, lieux à risques, types de violence, etc.) :

FORCES :

- La majorité des élèves (83%) ayant répondu au sondage nomme se sentir en sécurité à l'école.
- La majorité des élèves (94%) ayant répondu au sondage indique ne pas avoir vécu de violence à l'école dans le dernier mois. La majorité (86%) indique également ne pas avoir été témoin de violence à l'école.
- La majorité des élèves (80%) nomme être à l'aise d'en parler avec un adulte lorsqu'ils sont témoin de violence.
- La majorité des élèves croit que les adultes interviennent lorsqu'ils sont témoins de situations de violence (75% en classe / 69% en dehors de la classe)
- La majorité des élèves (80%) qui ont été témoin de situations de violence a vu d'autres élèves aider les victimes parfois, souvent ou toujours.

VULNÉRABILITÉS :

- Les violences sociales et verbales sont les formes de violence les plus fréquentes à l'école. Avec respectivement 39% et 11% des élèves ayant répondu en avoir subi (parfois, souvent ou toujours) dans le dernier mois.
- Les élèves qui ont rapportés avoir subi de la violence rapportent que l'endroit où ils ont vécu cette violence est la cour d'école.
- Les moments lors desquels les élèves ont subi de la violence sont avant l'école le matin et aux récréations.
- 50% des élèves ayant subi de la violence n'en ont jamais parlé avec un adulte.
- 56% des élèves ne connaissent pas les moyens mis en place à l'école pour signaler les situations de violence.

Nos priorités en lien avec le portrait et l'analyse de la situation :

- Offrir un milieu sain et sécuritaire à l'ensemble des élèves et du personnel.
- Agir sur la violence verbale.

2. MESURES DE PRÉVENTION

Le plan de lutte doit inclure les mesures de prévention visant à contrer toute forme d'intimidation ou de violence motivée, notamment par le racisme, l'orientation sexuelle, l'identité sexuelle, l'homophobie, un handicap ou une caractéristique physique (art. 75.1.2).

*Élaborez deux ou trois objectifs **SMART** (spécifique, mesurable, atteignable, réaliste, temporel) qui comprennent : un verbe, une cible, un indicateur, une population visée et un échéancier.*

Exemple : **diminuer** de **20 %** le nombre de situations de **violence physique vécue** par les **élèves du 3^e cycle**, d'ici **juin 20__**.

Objectif 1 : Diminuer de 10% le nombre d'élève ayant subi de la violence verbale d'ici le mois d'octobre 2024		Évaluation :	<input type="checkbox"/> Atteint	<input type="checkbox"/> À poursuivre
Moyens	Clientèle-cible	Appréciation		
▪ Ateliers de prévention en classe sur les thèmes de la violence, par la psychoéducatrice et/ou la TES de l'école.	Tous	<input checked="" type="checkbox"/> À poursuivre	<input type="checkbox"/> À bonifier	<input type="checkbox"/> À retirer
▪ Enseignement d'une technique d'affirmation positive en classe, par la psychoéducatrice et/ou la TES de l'école.		<input checked="" type="checkbox"/> À poursuivre	<input type="checkbox"/> À bonifier	<input type="checkbox"/> À retirer
▪ Rencontre de soutien avec le personnel de surveillance/diner par la psychoéducatrice et/ou la TES de l'école.		<input checked="" type="checkbox"/> À poursuivre	<input type="checkbox"/> À bonifier	<input type="checkbox"/> À retirer
▪ Promotion de l'utilisation d'un langage sain et respectueux par tous les membres du personnel de l'école.		<input checked="" type="checkbox"/> À poursuivre	<input type="checkbox"/> À bonifier	<input type="checkbox"/> À retirer
Objectif 2 : Augmenter les opportunités de communication avec un adulte de l'école et/ou les autres élèves.		Évaluation :	<input type="checkbox"/> Atteint	<input type="checkbox"/> À poursuivre
Moyens	Clientèle-cible	Appréciation		
▪ Mise en place d'une boîte de dénonciation pour les situations de violence et/ou d'intimidation.	Tous les élèves	<input checked="" type="checkbox"/> À poursuivre	<input type="checkbox"/> À bonifier	<input type="checkbox"/> À retirer
▪ Banc de la bienveillance		<input type="checkbox"/> À poursuivre	<input type="checkbox"/> À bonifier	<input checked="" type="checkbox"/> À retirer
▪ Équipe de jeunes médiateurs	Tous les élèves	<input checked="" type="checkbox"/> À poursuivre	<input type="checkbox"/> À bonifier	<input type="checkbox"/> À retirer
Objectif 3 : Diminuer les comportements non-souhaités sur la cour d'école et dans l'autobus.		Évaluation :	<input type="checkbox"/> Atteint	<input checked="" type="checkbox"/> À poursuivre
Moyens	Clientèle-cible	Appréciation		
▪ Enseigner les comportements attendus (modélisation)	Tous les élèves	<input checked="" type="checkbox"/> À poursuivre	<input type="checkbox"/> À bonifier	<input type="checkbox"/> À retirer
▪ Renforcer les comportements positifs via les divers systèmes de renforcement classes et école.	Tous les élèves	<input checked="" type="checkbox"/> À poursuivre	<input type="checkbox"/> À bonifier	<input type="checkbox"/> À retirer

Autres mesures de prévention universelle :

Utiliser les billets **Bravo** afin de souligner les bons coups et gestes qui sont en lien avec les valeurs de l'école.

Modéliser les comportements souhaités (cohérence entre les intervenants).

Présenter diverses activités et animations de groupes aux élèves tout au long de l'année scolaire sur des thèmes variés (par la psychoéducatrice, la TES ou des organismes externes tels que *Bulle et Baluchon*).

Exemple :

- L'amitié
- La résolution de conflit
- Respect des différences
- L'estime de soi
- L'identification et la gestion des émotions
- La socialisation (habiletés sociales autres)

3. COLLABORATION AVEC LES PARENTS

Le plan de lutte doit inclure les mesures visant à favoriser la collaboration des parents à la lutte contre l'intimidation et la violence et à l'établissement d'un milieu d'apprentissage sain et sécuritaire (art.75.1.3).

Modalités prévues pour impliquer les parents :

1. Distribution du document informatif aux parents de l'école (Plan d'action de l'école pour un climat scolaire sain, sécuritaire, positif et bienveillant).
2. Mise en place et utilisation du formulaire « Fiche de signalement – parents » du CSSDS, disponible sur l'Intranet.

Le plan de lutte doit comprendre des dispositions portant sur la forme et la nature des engagements pris par la direction envers l'élève qui est victime d'un acte d'intimidation ou de violence et envers ses parents (art. 75.2).

Ce plan doit également prévoir les démarches qui doivent être entreprises par la direction de l'école auprès de l'élève qui a commis l'acte et de ses parents, et préciser la forme et la nature des engagements qu'ils doivent prendre en vue d'empêcher, le cas échéant, la répétition de tout acte d'intimidation ou de violence (art. 75.2).

Modalités prévues pour informer les parents promptement dans le cas où leur enfant a été impliqué dans un geste de violence ou d'intimidation (art. 96,12) :

Le directeur de l'école qui est saisi d'une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence doit, après avoir considéré l'intérêt des élèves directement impliqués, communiquer promptement avec leurs parents afin de les informer des mesures prévues dans le plan de lutte contre l'intimidation et la violence.

Les coordonnées de la direction sont mises à disposition des parents :

- Nom : Frédérick Audet
- Adresse courriel : frederick.audet@cssds.gouv.qc.ca
- Poste téléphonique : 10810

Diffusion :

Un document expliquant le plan de lutte est distribué aux parents (art. 75.1)

- Modalité / méthode de diffusion : Le document informatif destiné aux parents de l'école est distribué via courriel dès que la version est mise à jour et approuvée par le CÉ de l'école.
- Date : **à venir**

Un document faisant état de l'évaluation annuelle des résultats est remis aux parents (art. 83.1).

- Modalité / méthode de diffusion : Bilan au CÉ du mois de mars
- Date : mars

LES ÉLÉMENTS 4 À 9 REPRÉSENTENT LE PROTOCOLE D'INTERVENTION

4. MODALITÉS POUR EFFECTUER UN SIGNALEMENT

Le plan de lutte doit inclure les modalités applicables pour effectuer un signalement ou pour formuler une plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence et, de façon plus particulière, celles applicables pour dénoncer une utilisation de médias sociaux ou de technologies de communication à des fins de cyberintimidation (art.75.1.4).

Faire un signalement, c'est dénoncer une situation d'intimidation ou de violence dans le but de faire cesser la situation et de demander de l'aide pour soi ou pour quelqu'un d'autre. Un signalement peut être fait par un élève victime, témoin, auteur d'un geste d'agression, un parent, un membre du personnel de l'école, un chauffeur d'autobus ou toute autre personne.

Modalités prévues à l'école pour dénoncer ou signaler (personne à contacter, mode de signalement par une adresse courriel ou un billet de signalement par exemple, formulaire prévu à cet effet, etc.)

Élèves :

Tout élève désirant signaler une situation de violence ou d'intimidation (en tant que témoin, victime ou agresseur) peut :

1. Utiliser la boîte de dénonciation devant le secrétariat de l'école (possibilité de dénoncer une situation en restant anonyme) ;
2. Parler directement de la situation à un adulte de l'école.

Personnel de l'école :

Tout adulte de l'école qui est témoin d'une situation de violence ou d'intimidation (ou à qui on rapporte une situation) doit :

1. Stopper la violence en 5 étapes (document remis et présenté aux enseignants en début d'année) :
 - a. Mettre fin au comportement
 - b. Nommer le comportement
 - c. Orienter l'élève vers les comportements attendus
 - d. Évaluer sommairement la situation auprès de l'élève
 - e. Consigner et transmettre
2. Transmettre l'information à la direction d'école par les moyens de communication suivants : courriel, téléphone, en personne.

Parents :

Tout parent désirant signaler une situation de violence ou d'intimidation concernant un enfant de l'école peut :

1. Utiliser le formulaire « Fiche de signalement – parents » du CSSDS, disponible sur l'Intranet, le compléter et le transmettre à la direction d'école ;
2. Aviser directement la direction d'école par courriel ou téléphone.

5. ACTIONS À PRENDRE À LA SUITE D'UN GESTE D'INTIMIDATION OU DE VIOLENCE

Le plan de lutte doit inclure les actions qui doivent être prises lorsqu'un acte d'intimidation ou de violence est constaté par un élève, un enseignant, un autre membre du personnel de l'école ou par quelque autre personne (art. 75.1.5).

Actions à prendre par l'adulte témoin :

Tout adulte de l'école qui est témoin d'une situation de violence ou d'intimidation (ou à qui on rapporte une situation) doit :

1. Stopper la violence en 5 étapes (document remis et présenté aux enseignants en début d'année) :
 - a. Mettre fin au comportement
 - b. Nommer le comportement
 - c. Orienter l'élève vers les comportements attendus
 - d. Évaluation sommaire de la situation auprès de l'élève
 - e. Consigner et transmettre
2. Transmettre l'information à la direction d'école par les moyens de communication suivants : courriel, téléphone, en personne.
3. En fonction des informations obtenues, la direction d'école peut alors décider de faire appel à la personne responsable du suivi (intervenant-pivot) afin de déterminer les actions à prendre dans la situation.

Actions à prendre par la personne responsable du suivi (intervenant-pivot) :

Dans les 24 à 48 heures suivant un acte d'intimidation ou de violence, les actions à mettre en œuvre sont : (voir outils)

1. Prendre connaissance du signalement et assurer la sécurité de l'élève victime
2. Rencontrer promptement les personnes impliquées dans la situation (victime, témoin, auteur) dans un climat de bonne foi et de confiance
3. Faire une évaluation approfondie de la situation afin de déterminer, notamment, s'il s'agit de violence ou d'intimidation
4. Contacter les parents pour les informer de la situation
5. Appliquer les mesures de soutien et d'encadrement
6. Faire une rétroaction à la personne qui a signalé la situation et prévoir les suivis à faire auprès des personnes impliquées
7. Consigner les informations dans le formulaire SPI/Module de gestion de l'intimidation (Mozaïk).

Cliquez ici pour entrer du texte.

Autres actions :

Cliquez ici pour entrer du texte.

6. CONFIDENTIALITÉ

Le plan de lutte doit inclure les mesures visant à assurer la confidentialité de tout signalement et de toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence (art. 75.1. 6).

En tout temps, les intervenants de l'école s'assurent de respecter la confidentialité du signalement, des informations obtenues et des élèves impliqués.

7. MESURES DE SOUTIEN OU D'ENCADREMENT

Le plan de lutte doit inclure les mesures de soutien ou d'encadrement offertes à un élève victime d'un acte d'intimidation ou de violence ainsi que celles offertes à un témoin ou à l'auteur d'un tel acte (art. 75.1. 7).

Les mesures de soutien ou d'encadrement s'effectueront en fonction de l'analyse de la situation, notamment selon le profil de l'élève, ainsi qu'au regard de la **nature**, de la **gravité**, de la **fréquence**, et de la **légalité** des gestes posés.

ACTIONS INCONTOURNABLES À METTRE EN PLACE

Mesures de soutien pour l'élève victime

- Assurer un climat de bonne foi et de confiance durant les interventions
- Mettre en place les modalités nécessaires pour la sécurité de l'élève victime au besoin
- Impliquer les parents
- Rencontre avec l'intervenant scolaire
- Référer au besoin pour un soutien individuel ou de groupe (ex. : ateliers sur la résolution de conflits, l'affirmation de soi, habiletés sociales)
- Référence aux ressources professionnelles de l'école
- Rédiger un plan d'intervention
- Référer à un partenaire externe (CIUSSS, service de police ou autres)
- Assurer le suivi afin de s'assurer que la situation ne se reproduise pas
- **Actions spécifiques de votre milieu :**

Cliquez ici pour entrer du texte.

Mesures de soutien pour l'élève auteur

- Rencontre avec l'intervenant scolaire
- Convenir des actions pour mettre fin à la situation
- Déterminer avec l'élève et ses parents des engagements à prendre en vue d'empêcher la répétition de tout acte d'intimidation ou de violence
- Référer au besoin pour un soutien individuel ou de groupe (ex. : ateliers sur la résolution de conflits, la gestion de la colère, habiletés sociales)
- Référence aux ressources professionnelles de l'école
- Rédiger un plan d'intervention, d'action ou un contrat
- Référer à un partenaire externe (CIUSSS, service de police ou autres)
- Assurer le suivi afin de s'assurer que la situation ne se reproduise pas

Actions spécifiques de votre milieu :

- Modélisation des comportements à adopter
- Utilisation des gestes de réparation
- Implication de l'élève dans la vie scolaire (aide à apporter, travaux communautaires, etc.).
- Intervention de niveau 2

Mesures de soutien pour l'élève témoin

- Rencontre avec l'intervenant scolaire
- Référer au besoin pour un soutien individuel ou de groupe
- Référence aux ressources professionnelles de l'école
- Rédiger un plan d'intervention
- Référer à un partenaire externe (CIUSSS, service de police ou autres)
- Assurer le suivi afin de s'assurer que la situation ne se reproduise pas

Actions spécifiques de votre milieu :

- Modélisation des comportements à adopter
- Implication de l'élève dans la vie scolaire (aide à apporter, travaux communautaires, etc.).

8. SANCTIONS DISCIPLINAIRES

Le plan de lutte doit inclure les sanctions disciplinaires applicables spécifiquement au regard des actes d'intimidation ou de violence selon la gravité ou le caractère répétitif de ces actes (art. 75.1. 8).

Les sanctions disciplinaires s'effectueront en fonction de l'analyse de la situation, notamment selon le profil de l'élève, ainsi qu'au regard de la **nature**, de la **gravité**, de la **fréquence**, et de la **légalité** des gestes posés.

Les interventions à mettre en place, selon l'analyse et la gravité du geste posé, pourraient se définir comme suit :

- Excuses, gestes de réparation
- Réflexion guidée lors d'un temps désigné
- Travaux communautaires
- Perte de privilège
- Perte d'autonomie
- Retenue
- Implication de l'agent sociocommunautaire du Service de police (ex. : rencontre ou atelier en petit groupe)
- Suspension interne / externe ou alternative à la suspension
- Demande de changement d'école ou demande d'expulsion du centre de services scolaire (mesures exceptionnelles)

Sanctions disciplinaires spécifiques sur lesquelles mise notre milieu :

- Excuses, gestes de réparation
- Réflexion guidée lors d'un temps désigné
- Travaux communautaires
- Pratique du comportement attendu

9. SUIVI DES SIGNALEMENTS

Le plan de lutte doit inclure le suivi qui doit être donné à tout signalement et à toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence (art. 75.1. 9).

Le suivi des interventions mises en place suite au signalement ou à la plainte sera assuré par les moyens suivants :

- Informer les élèves concernés (victime, témoins, auteurs) des démarches entreprises par l'école pour faire cesser la situation et faire une mise à jour régulièrement en donnant des rendez-vous aux élèves concernés afin de vérifier si de nouveaux incidents ne se sont pas produits.
- Communiquer l'information pertinente aux membres du personnel quant à la sécurité de l'élève visé, et ce, dans le respect de la confidentialité.
- Informer les parents des démarches entreprises par l'école pour faire cesser la situation et leur faire une mise à jour régulièrement.
- Consigner les informations relatives aux événements d'intimidation et de violence selon les modalités convenues dans l'école, et ce, dans le respect de la confidentialité.
- La direction d'établissement traite avec diligence toute plainte concernant un acte d'intimidation ou de violence.
- Consigner les informations dans le profileur de comportement de l'école.

Mesures prises pour faire le suivi (s'assurer que la situation a cessé) :

- Vérifier les données saisies et les statistiques dans le Baromètre.
- Faire un suivi dans nos rencontres multidisciplinaire.

AUTRES INFORMATIONS IMPORTANTES

* *Les règles de conduite et les mesures de sécurité sont présentées aux élèves lors d'une activité de formation sur le civisme que le directeur de l'école doit organiser annuellement en collaboration avec le personnel de l'école. Elles sont également transmises aux parents de l'élève au début de l'année scolaire (Art. 76).*

- Nature de l'activité : Tournée de classe de la direction
- Date : en début d'année

* *Date d'adoption du plan de lutte par le CÉ (Art.75.1) :* Cliquez ici pour entrer une date.

* *Date de révision annuelle du plan de lutte (Art. 75.1) :* Cliquez ici pour entrer une date.

* *Date d'évaluation annuelle des résultats par le CÉ (Art. 83.1) :* Cliquez ici pour entrer une date.

Signature de la direction : _____

Date : _____

ANNEXE 1 : VIOLENCE À CARACTÈRE SEXUEL

Une section distincte du plan de lutte contre l'intimidation et la violence doit être consacrée aux violences à caractère sexuel. Cette section doit prévoir, en plus des éléments prévus à l'alinéa 9 (le suivi qui doit être donné à tout signalement et à toute plainte) de l'article 75.1, les éléments suivants :

1. Une offre de formation pour les membres de la direction et les membres du personnel ; Liste des formations obligatoires :
 - Formation de la direction sur la diversité sexuelle.
2. Des mesures de sécurité qui visent à contrer les violences à caractère sexuel. Liste des mesures de sécurité :
 - Ateliers offerts par Bulle et Baluchon
 - Visite d'une sexologue pour faire des ateliers avec les élèves
 - Les gestes de nature sexuelle sont considérés dans le niveau 4 (geste majeur) dans le tableau de classification des comportements.
 -

Note : L'offre de formation est à venir (MEQ). Des détails en ce qui a trait aux mesures de sécurité sont aussi à venir (MEQ).

Le Protecteur national de l'élève se réfère à la définition de la violence à caractère sexuel inscrite à la [Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur](#) « toute forme de violence commise par le biais de pratiques sexuelles ou en ciblant la sexualité, dont l'agression sexuelle. Cette notion s'entend également de toute autre inconduite qui se manifeste notamment par des gestes, paroles, comportements ou attitudes à connotation sexuelle non désirés, incluant celle relative aux diversités sexuelles ou de genre, exprimés directement ou indirectement, y compris par un moyen technologique. »

Ajout à l'art. 96.12 de la LIP : Lorsque le directeur de l'école est saisi d'une plainte concernant un acte de violence à caractère sexuel, il doit en outre informer l'élève victime de la possibilité de s'adresser à la Commission des services juridiques. Lorsque l'élève est âgé de moins de 14 ans, il en informe également ses parents et lorsque l'élève est âgé de 14 ans et plus, il peut, si cet élève y consent, en informer également ses parents.

Commission des services juridiques : <https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/p-22.1>